

À DÉCOUVRIR

« Je voulais une chance de vivre »

Récits de mineurs isolés étrangers

Noémie Paté, Jean-François Roger, Claude Roméo (dir.)

Editions de l'atelier, octobre 2020
200 pages, 16 €

« Les migrants », comme on les appelle, ce mot valise plein de mépris à l'égard de celles et ceux qui sont contraints à l'exil sans pouvoir utiliser des voies légales, ne sont trop souvent vus que comme des chiffres, des coûts, des problèmes dont il faudrait se débarrasser, des dangers par rapport à notre mode de vie, notre « civilisation »...

Même les mineurs ne font pas exception, bien que l'Unicef rappelle régulièrement qu'un enfant doit être pris en charge comme tel, quel que soit son statut, et que le doute sur son âge doit lui bénéficier. Dans les faits, tous les motifs sont bons pour ne pas s'en occuper, en mettant en cause leur minorité et en les renvoyant à la rue.

Ce petit livre a donc une ambition toute simple : leur donner un visage, une voix. Avec leurs mots, Samin, Benjamin, Youssef, Soulemani, Kainat, Golo, Salem, Abdoul, Kena, Lili, Russel racontent leur histoire. Ils et elles viennent d'Afghanistan, du Bangladesh, du Cameroun, des Comores, de Côte d'Ivoire, d'Erythrée, de Guinée, du Mali ou encore du Maroc. Ils sont arrivés en France plus ou moins jeunes, le plus souvent seuls. Ils racontent leur enfance, souvent malheureuse mais pas toujours, leur vie quotidienne dans leur pays d'origine et ce qui les a poussés à partir. Ces causes de départ sont si diverses qu'elles ne peuvent rentrer dans les cases inventées par ceux voulant les rejeter.

Qu'ils ou elles recherchent seulement un avenir meilleur pour eux ou leurs familles, fuient des violences familiales (souvent après le décès d'un de leurs parents),



des violences politiques (tel le service militaire obligatoire en Erythrée, y compris pour les filles) ou même un statut d'esclave (au Mali, où il continue d'exister malgré les lois d'abolition), ils et elles ont dû emprunter des routes plus ou moins dangereuses pour arriver enfin en France. Ils se heurtent alors aux barrières administratives, voire à d'autres violences qu'ils ne comprennent pas, dans ce pays où nombre d'entre eux espéraient tant avoir une « chance de vivre ». La plupart finissent par trouver leurs voies, notamment grâce aux mains qui se tendent vers eux et les aident à accomplir leurs rêves. Malgré la violence de certains parcours, ce livre est un fabuleux message d'espoir pour tous ceux et toutes celles qui travaillent sur ces sujets mais aussi pour ceux et celles qui veulent mieux comprendre combien il est riche d'agir à leurs côtés.

M.-C. V.

Ecole publique et émancipation sociale

Laurence De Cock

Agone, août 2021

216 pages, 16 €

Difficile de savoir quelle place « l'école » va prendre dans les débats qui vont marquer les prochaines élections. Sur ce plan, les choses semblent assez mal parties et apparemment, la question suscite peu d'intérêt. Il en va pourtant de l'avenir des générations futures. Dans ce livre très dense, Laurence De Cock revient sur les principes fondateurs de l'école publique, fragilisée, selon elle, par des décennies de mauvaise gestion et par un certain nombre de réformes, portées par la droite mais aussi par la gauche. Elle dresse à cette occasion un tableau qui « remonte le temps en quête des origines de l'Éducation nationale », pointant un certain nombre de faiblesses que l'on retrouve d'ailleurs dans l'école de Jules Ferry. En se fixant pour cap la

démocratisation scolaire, celui-ci affirmait bien sa volonté de lutter contre les inégalités, mais, dans les faits, cette bonne intention n'a pas fait évoluer la mixité sociale dans les établissements scolaires. Seuls « le moment Jean Zay » puis la réforme mort-née du « plan Langevin-Wallon » ont brièvement incarné l'espoir de voir émerger une école publique instaurant une égale dignité entre tous les jeunes et entre tous les savoirs.

Plusieurs chapitres du livre reviennent aussi sur les orientations de l'actuel ministre de l'Éducation nationale. Démonstration est faite que les mesures dernièrement mises en place vont à l'encontre d'une réelle démocratisation du système éducatif, tout en s'accompagnant d'un autoritarisme grandissant et d'une promotion tous azimuts du « new public management ». Des études commencent aussi à montrer que la « continuité pédagogique » fut surtout un slogan et que pendant le confinement, les inégalités se sont encore creusées.

Mais le livre n'en reste pas aux critiques. Loin de là. Il détaille un certain nombre de propositions, en termes de formation des enseignants ou de travail sur les contenus, par exemple.

Le propos général nous incite aussi à retrouver la valeur « de gauche » du mot « émancipation », le néolibéralisme ayant fait de ce concept une valeur individuelle, synonyme de libre entreprise de soi. Accepter cela, nous dit Laurence De Cock, c'est oublier que l'émancipation n'est pas affaire de « réussite » mais a à voir avec la suppression des rapports de domination.

Toujours en gardant sa vocation émancipatrice, l'école publique doit donc redonner à l'émancipation sa dimension sociale et collective, permettant de retrouver le sens de l'intérêt général. Beau défi !

Françoise Dumont,
présidente d'honneur de la LDH